

Un Plan B pour l'Europe ? Déclaration pour une révolte démocratique en Europe

vendredi 8 avril 2016, par [Conférence de Madrid](#) (Date de rédaction antérieure : 21 février 2016).

Depuis le début de la crise économique mondiale, un nouveau mouvement a surgi dans le monde entier.

C'est un mouvement pour la démocratie réelle, la participation et le droit des personnes de décider pour elles-mêmes, pour que leurs exigences et leur souveraineté soient respectées et qu'elles se reflètent dans les décisions politiques, un mouvement obligé d'affronter un système qui favorise une minorité privilégiée au détriment de la majorité. **C'est un mouvement qui veut mettre les droits humains, civils, politiques, économiques, sociaux, culturels et démocratiques au cœur du projet européen, en tant qu'éléments intrinsèques de la démocratie.**

Depuis 2011, les rues, les places et les lieux du travail en Europe sont devenus le berceau des luttes pour les droits démocratiques, les luttes qui font partie du paysage politique et social et qui l'ont ébranlé.

Ces mouvements européens sont entrés en collision frontale avec l'ensemble des institutions et des politiques qui constituent aujourd'hui l'Union européenne. La nature profondément antidémocratique de ces institutions reflète leur objectif originel et actuel : servir les intérêts du secteur privé, financier et des différentes élites constituées en oligarchies.

Les institutions opèrent dans l'ombre et dans l'opacité, loin des yeux des citoyens européens. Elles sont au service des entreprises et des sociétés financières qui déploient des armées de lobbyistes. Elles négocient de nouveaux traités au nom des peuples de l'Europe, mais contre leurs intérêts.

Nous exigeons la transparence pour faire la lumière sur la façon dont sont prises les décisions concernant nos vies.

Nous contestons l'affirmation la plus irréaliste et irrationnelle de toutes : que l'Europe peut payer ses dettes publiques et privées. Nous exigeons des audits citoyens de la dette publique et nous réaffirmons le droit souverain du peuple de les vérifier et de refuser de payer les dettes illégitimes et illégales.

La classe dirigeante de l'Europe, les institutions de Bruxelles et de Francfort, prêchent l'austérité pour la majorité alors qu'elles dépensent des milliards pour quelques-uns. Ce n'est pas seulement de l'austérité : il y a une guerre/lutte de classes en Europe, impliquant le pillage des droits des citoyens et des biens communs, que mènent les élites dirigeantes déterminées à se redistribuer entre elles le revenu et la richesse de la majorité de la société et de l'État. Leur modèle c'est le chômage massif et la précarité, qui génèrent la pauvreté et accroissent les inégalités, opposant les travailleurs entre eux, perpétuant la violence contre les femmes, détruisant l'environnement et démantelant le tissu social. Un modèle opposé au bien-être et à la justice sociale.

Nous n'acceptons plus de sacrifices supplémentaires pour une monnaie qui échappe à tout contrôle démocratique. Il est de notre devoir et de notre engagement de forger un plan qui nous

permettra de reprendre le contrôle et de défendre, au gouvernement, notre peuple contre l'usage de l'euro et/ou des réserves financières. Nous ne permettrons pas la répétition du coup mené l'été dernier contre un peuple souverain et un mandat démocratique clair.

Nous demandons le contrôle démocratique du système bancaire et la transparence de ses opérations..

Nous résisterons aux pratiques illégales et antidémocratique de la BCE, de la Commission européenne et du Fond monétaire international. Le dit Groupe Euro n'est pas le lieu où se décide notre avenir et les règles de vie des générations futures.

Se prétendant être une « Europe sans frontières » elle construit partout des murs et des clôtures électrifiées. De Evros et Lesbos à Lampedusa, de Presevo à Calais. Nous exigeons : laissez entrer les réfugié-e-s ! Lorsque les gens fuient la mort, l'Europe devrait tout simplement leur ouvrir les bras, rejetant avec fermeté la xénophobie et le racisme. La question des réfugiés est une question humanitaire, nous rejetons la militarisation : nous disons NON à la participation à l'OTAN.

L'Europe doit réduire de manière drastique les dépenses d'armement et de la défense, qui sont liées à la corruption et à l'endettement illégal, et doit augmenter les dépenses publiques pour la santé, l'éducation, la sécurité sociale, la justice et la culture.

La dégradation des conditions de vie des personnes est liée également à la destruction de la nature et à la guerre pour les ressources à travers le monde. Nous ne pouvons pas échouer face à la crise écologique et énergétique si nous voulons la justice sociale pour tous.

Compte tenu de l'État actuel de l'Europe, nous appelons à la désobéissance civile pour faire face aux institutions européennes, leurs règles toxiques, leurs politiques, leurs traités et tous leurs diktats antidémocratiques, de même que face à leur réinterprétation arbitraire par les élites gouvernantes.

Nous avons besoins de nouveaux processus constitutants et du droit à l'autodétermination par référendum contraignant.

De même, nous affirmons le devoir de désobéir aux diktats antidémocratiques lorsqu'on est au gouvernement - c'est une obligation démocratique minimale envers les peuples.

La Conférence de Madrid a été un pas en avant dans l'unité des différents mouvements et l'élaboration de propositions de lutte pour la démocratie en Europe. Nous invitons à lire, diffuser et débattre les conclusions des différents axes qui ont été abordés et seront traités dans d'autres conférences organisées dans toute l'Europe.

Les peuples européens savent comment se rebeller contre la tyrannie. Tout au long de l'histoire nous l'avons fait à de multiples occasions pour conquérir la démocratie, établir l'égalité, défendre nos vies, nos droits et la dignité.

La Conférence Plan B de Madrid appelle à organiser une Journée européenne d'action le 28 mai.

Madrid, le 24 février 2016

P.-S.

* L'original a été publié en espagnol sur le site web du Plan B :

<http://planbeuropa.es/declaracion-para-una-rebelion-democratica-en-europa/> (Traduit de l'espagnol par JM).